



Projet « La Dimension Sociale de la Transition Écologique »

Dans le cadre de l'initiative « Action Climatique pour l'Emploi »

Sénégal

Novembre 2023

Contexte

La transition vers une économie à faible émission de carbone offre de nombreuses opportunités, telles que la création d'emplois verts, la préservation des ressources rares et non renouvelables, l'amélioration de l'environnement de vie, et la promotion de la santé publique. Cependant, elle présente également des défis majeurs, notamment la transformation sociale et la restructuration profonde de nos économies. Pour être durable, cette transition doit impérativement éviter d'accroître les inégalités existantes.

L'Accord de Paris de 2015 souligne que la transition juste et le travail décent sont essentiels pour répondre efficacement au changement climatique. Les [principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous](#), adoptés par les mandants de l'OIT en 2015, et réaffirmés par la 111^{ème} Conférence Internationale du Travail en juin 2023, fournissent un cadre pour guider cette transformation.

Lors du Sommet sur le climat des Nations Unies en 2019 le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a lancé l'initiative Action climatique pour l'emploi, conduite par l'OIT, pour encourager des mesures concrètes. L'initiative, qui a vu 46 pays s'engager à placer l'emploi au cœur d'une action climatique ambitieuse et à promouvoir une transition juste, réunit gouvernements, organisations d'employeurs et de travailleurs, institutions internationales, universités et société civile pour induire le changement.

LA DIMENSION SOCIALE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Le projet « [La dimension sociale de la transition écologique](#) » est le premier projet de l'action climatique pour l'emploi. Il a visée à rendre possible une transition écologique juste par une meilleure compréhension de la nature et de l'ampleur de l'impact des changements climatiques sur l'emploi et les revenus, ainsi que par la définition de mesures politiques et sociales à même de promouvoir la création d'emplois et l'inclusion sociale tout en atténuant les risques économiques et sociaux.

Le projet est mis en œuvre dans trois pays : le Sénégal, le Nigeria et la Côte D'Ivoire

Période d'implémentation : 2021- 2024 (avec une extension sans coût jusqu'au 31 décembre 2025)

Partenaire de développement : France

LES AXES DU PROJET

- **Axe Dialogue Social :** Renforcement des structures du dialogue social et capacités des partenaires sociaux
- **Axe Recherche :** Soutien à la recherche et au développement de modèles d'évaluation/anticipation d'impact des politiques climat sur l'emploi
- **Axe Politique :** Soutien à la formulation et la mise en œuvre de politiques de transition juste

Contribution aux cadres stratégiques OIT

Country Programme Objective : SEN103 : Contribuer à la réinsertion des jeunes par l'augmentation des opportunités d'emplois génères par les programmes de reconstruction à haute Intensité de Mains-d'œuvre (HIMO)

Programme et Budget 2024-2025 : Produit 8.3. Une plus grande cohérence de l'aide fournie et de l'action menée pour faciliter des transitions justes vers des économies et des sociétés écologiquement durables.

ODD 8 et 13 : Croissance économique et Travail décent & Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

Résultats	Observations
AXE DIALOGUE SOCIAL	
Mise en place du comité national de pilotage tripartite	Le comité national de pilotage tripartite, opérationnel depuis 2021, constitue l'instance centrale de gouvernance du projet au Sénégal. Il réunit le ministère de l'Environnement et du Développement Durable, le Ministère du Travail, le Haut Conseil du Dialogue Social, ainsi que les organisations d'employeurs et les organisations de travailleurs. Ce comité assure une forte appropriation du projet par les partenaires sociaux et a permis d'instaurer une collaboration étroite avec les structures représentées. Ses réunions et ateliers réguliers ont renforcé la participation active des mandants et ont servi de plateforme de dialogue national sur les enjeux de transition juste, d'emplois verts et d'intégration des dimensions sociales dans les politiques climatiques.
Signature d'une déclaration tripartite sur la Transition Juste	La signature, en 2023, d'une déclaration tripartite sur la Transition juste constitue un jalon majeur pour inscrire cet enjeu dans les engagements formels du Sénégal. Cet acte, unique dans la région, marque la volonté commune du gouvernement, des employeurs et des organisations de travailleurs d'intégrer de manière cohérente les dimensions sociales et économiques dans les politiques climatiques nationales. La déclaration établit un cadre de participation structurée des mandants, renforce la cohérence des orientations stratégiques et accroît la visibilité politique de la transition juste au niveau national.
Renforcement de capacité des mandants tripartites	Entre 2022 et 2024, plus d'une vingtaine d'ateliers nationaux ont été organisés pour renforcer les capacités des mandants tripartites. Ces sessions ont porté sur les politiques climatiques et la transition juste, le développement des emplois verts, la cartographie des risques sociaux, la participation des mandants dans le processus de révision des CDN 3.0, ainsi que l'initiation aux outils quantitatifs tels que le modèle JTAM (Just Transition Assessment Model) et l'interface R qui en est le support. Plus de 1000 personnes ont été sensibilisées aux enjeux et aux implications de la transition écologique. Ces activités ont permis d'élargir la compréhension des enjeux liés à la transition juste, de renforcer l'engagement des partenaires sociaux et de soutenir leur participation active aux politiques nationales d'emploi et de climat.
AXE RECHERCHE	
Lancement du pôle de formation du réseau d'institutions d'évaluation des emplois verts pour les pays d'Afrique francophones	Le Sénégal a participé activement au pôle régional de formation GAIN, dont il est co-hôte à travers l'Université Cheikh Anta Diop. Un accord de partenariat a été signé afin de renforcer les capacités nationales en matière de modélisation des impacts des politiques climatiques sur le marché du travail et de développer des analyses adaptées au contexte sénégalais. Cette participation permet au pays de bénéficier d'un appui technique continu, de partager des pratiques avec d'autres institutions africaines et de consolider son expertise dans l'anticipation des effets socio-économiques de la transition écologique. Le pôle de formation constitue une plateforme régionale d'échange de connaissances, de bonnes pratiques et de renforcement des compétences, en appui aux stratégies nationales de développement durable et d'emploi décent.
Développement d'un modèle JTAM (Just Transition Assessment Model) d'évaluation des politiques de création des emplois verts pour Sénégal	Entre 2022 et 2024, un travail technique a été mené pour adapter le modèle JTAM au contexte sénégalais, avec une validation faite en 2025. Ce travail a été conduit par le Groupe Technique de Travail, une équipe ad hoc spécialement mise en place à cet effet qui regroupe des experts issus des ministères techniques (Travail, Environnement et Développement Durable, Économie et Finances) ainsi que des chercheurs universitaires, de l'agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) et des représentants des partenaires sociaux. Son ancrage institutionnel et sa composition interdisciplinaire favorisent une compréhension fine des enjeux nationaux, une appropriation locale du modèle et un transfert durable des compétences, assurant la pérennité de l'exercice de modélisation au-delà de la durée du projet. Le modèle permet d'évaluer l'impact des politiques climatiques et sectorielles sur la création d'emplois verts. Cet outil constitue une base stratégique pour orienter les décisions publiques et renforcer la cohérence des politiques de transition écologique. Les secteurs de l'agriculture et l'énergie ont été retenus pour le premier exercice. Le modèle étant évolutif, d'autres secteurs pourraient être analysés dans le futur. Les premiers résultats ont montré une augmentation significative de l'emploi et de la croissance économique d'ici 2035, avec un potentiel de création d'environ 350 000 nouveaux emplois supplémentaires et une progression de la croissance économique d'environ 2 points de pourcentage.

Résultats	Observations
AXE POLITIQUE	
Actualisation de la Stratégie Nationale de Promotion des Emplois Verts (SNEV)	Le projet a joué un rôle déterminant dans l'actualisation de la Stratégie Nationale de Promotion des Emplois Verts (SNEV), en appuyant le ministère de l'Environnement et du Développement Durable dans la révision de ses orientations et dans la définition d'un plan d'opérationnalisation concret. Cette mise à jour constitue une avancée majeure, car elle permet de doter le Sénégal d'un cadre stratégique actualisé pour intégrer l'emploi dans la transition écologique. Le travail mené a permis d'identifier trois filières prioritaires à fort potentiel de création d'emplois : l'écotourisme, la valorisation des produits locaux et l'agroforesterie. Ces choix stratégiques renforcent la cohérence des politiques nationales et orientent les futurs investissements vers des secteurs durables, inclusifs et porteurs pour les jeunes et les femmes.
Étude de faisabilité sur l'intégration de la protection sociale en appui à la transition écologique	Au Sénégal, <u>l'étude de faisabilité</u> menée dans le cadre du projet a examiné comment la protection sociale peut accompagner les transformations économiques et sociales induites par la transition écologique. Elle vise à renforcer la résilience des travailleurs et des communautés exposés aux impacts climatiques, à promouvoir l'inclusion sociale dans les politiques environnementales et à identifier les mécanismes de soutien nécessaires pour sécuriser les parcours professionnels. L'étude a porté sur l'analyse du cadre institutionnel et juridique de la protection sociale en lien avec les politiques environnementales, l'identification des groupes vulnérables susceptibles d'être affectés par la transition écologique, ainsi que l'évaluation des dispositifs existants pouvant être adaptés ou renforcés, notamment en matière de chômage, de formation et reconversion, ou de dispositifs d'indemnisation.
Appui à l'élaboration des CDN 3.0	Le projet a appuyé le développement des CDN 3.0 afin d'y intégrer de manière plus structurée les dimensions de transition juste, d'emploi décent et d'équité. Cet accompagnement a renforcé la cohérence entre les engagements climatiques du Sénégal et ses priorités socio-économiques nationales. Les travaux du modèle JTAM ont été servi à éclairer les scénarios d'emplois associés aux mesures d'atténuation et d'adaptation, fournissant une base analytique solide pour la planification.
Mise en œuvre de projet pilote en écotourisme durable	Le projet a initié un pilote en écotourisme durable en Casamance, conçu pour démontrer comment le développement touristique peut soutenir la transition écologique tout en renforçant le tissu socio-économique local. L'objectif principal est de préserver la culture du terroir et de promouvoir un développement endogène fondé sur l'utilisation de matériaux locaux, la valorisation des savoir-faire traditionnels et la protection de l'environnement. Ce projet pilote s'inscrit également dans une dynamique plus large visant à stabiliser les populations rurales, en créant des opportunités économiques locales afin de réduire l'émigration et l'exode. Dans ce cadre, une vingtaine de personnes sélectionnées par l'Inspection régionale du tourisme ont bénéficié d'une formation spécialisée dispensée par le spécialiste HIMO du Bureau de l'OIT à Dakar, portant sur les techniques d'écotourisme, l'emploi local, la gestion durable des ressources et les principes de la Haute Intensité de Main-d'Œuvre.

Pour nous contacter

Makhoudia Ndiaye
Coordonateur National Projet la Dimension Sociale de la
Transition Ecologique

Organisation internationale du Travail

Bureau de l'OIT à Dakar
Km 6, avenue Cheikh Anta Diop – stèle Mermoz
BP. 414 – CP. 18524 – Dakar
Sénégal

M: +221 77 572 37 72
E: ndiyamak@ilo.org